

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
98 rue Montebello
83000 Toulon

Toulon, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVISAN FRANCE

795 avenue de la 1ère Armée Française
Rhin Danube
83500 La Seyne-Sur-Mer

Références : D-UD83-2026-0097
Code AIOT : 0006410612

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement ENVISAN FRANCE implanté 795 AV 1ERE ARMEE FRANCAISE RHIN DANUBE 83500 La Seyne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Envisan France envisage d'actualiser son mode d'exploitation pour répondre aux futurs chantiers de dragage de la rade de Toulon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVISAN FRANCE
- 795 AV 1ERE ARMEE FRANCAISE RHIN DANUBE 83500 La Seyne-sur-Mer
- Code AIOT : 0006410612

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ENVISAN France, filiale du groupe Jan De Nul spécialisé notamment dans les travaux et dragages maritimes, exploite sur la commune de La Seyne-sur-Mer, une installation dont la vocation est le traitement de terres excavées et de sédiments de dragages non immergeables. Elle vise en effet à réduire la pollution, en particulier en hydrocarbures, dans les déchets issus de ces chantiers afin de les valoriser par réemploi ou, à défaut, de les stocker en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) voire en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des valeurs limite d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	optimisation de la consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 2.1.3	Sans objet
2	volume maximal de consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.1.1	Sans objet
3	séparation des flux aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.2.1	Sans objet
4	maîtrise des envols de poussières	Arrêté Ministériel du 06/11/2020, article 3.1.4	Sans objet
6	fréquence de surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 06/11/2020, article 9.2.3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de cette visite, il apparaît qu'Envisan met en œuvre des moyens appropriés de récupération des eaux de ruissellement en vue d'optimiser la consommation d'eau et de maîtrise des émissions de poussière. La bonne réalisation de la surveillance analytique des rejets au milieu marin a été vérifiée, elle doit cependant être complétée par des calculs de flux sur la base des concentrations mesurées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : optimisation de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>(...)</p> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <p>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</p> <p>(...)</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le procédé de lavage des terres et des sédiments permet de diminuer les teneurs en sulfates, chlorures et fraction soluble des terres ou sédiments marins traités par Envisan, jusqu'à les rendre compatibles avec les critères d'admission en installation de stockage de déchets inertes (ISDI). La teneur en sel dissous de l'eau de lavage physico chimique doit être limitée afin de ne pas contaminer le matériau à traiter. Ainsi le procédé mis en œuvre repose sur un seuil de conductivité de l'eau de lavage, optimisé de façon empirique, de sorte à minimiser le volume d'eau consommé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : volume maximal de consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, volume maximal de consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans la limite des quantités suivantes :</p> <p>30 000 m³/an en provenance du réseau public d'alimentation en eau.</p>
Constats :

L'établissement ENVISAN a prélevé un volume total de 29 105 m³ d'eau provenant du réseau public d'après la déclaration GERE 2024 , puis 30 432 m³ dans l'année 2025. La consommation d'eau atteint donc la valeur maximale prescrite.

Le besoin en eau est proportionnel à la quantité de sédiments marins traités du fait de leur forte teneur en chlorures. Afin d'être en capacité de traiter une plus grande quantité de sédiments portuaires, l'exploitant a sollicité une augmentation du volume d'eau maximal autorisé, à travers un dossier de porter à connaissance en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : séparation des flux aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, séparation des eaux de ruissellement et des eaux résiduelles

Prescription contrôlée :

Afin de limiter la production d'effluents aqueux et de réduire l'utilisation d'eau l'exploitant :

- réutilise dans la mesure du possible et selon leurs caractéristiques les eaux de procédés et autres flux aqueux ;
 - collecte séparément les flux issus du ruissellement de surface et du lixiviat des déchets traités.
- Pour les installations existantes, cette disposition s'applique dans la limite des contraintes liées à la disposition des circuits d'eau.

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

(...)

Constats :

Les eaux météoriques ruissellent sur les dalles de sol vers des points bas aménagés, puis sont collectées dans un bassin pluvial qui fait office de décanteur ou stockées dans la lagune étanche. Ces eaux pluviales sont ensuite utilisées dans le procédé de lavage physico-chimique afin de diminuer le volume d'eau prélevée sur le réseau public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : maîtrise des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2020, article 3.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, maîtrise des envols de poussières

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les

- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- Les surfaces où cela est possible sont végétalisées ;
- Des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Constats :

Une balayeuse de sol est en service sur le site et fonctionne en tant que de besoin pour retirer les dépôts de poussière répartis sur les surfaces dallées qui génèrent significativement les envols. De plus un réseau d'asperseurs ou de sprinklers permet d'arroser ou d'humidifier l'ensemble du périmètre dallé afin d'éviter les envols de poussières.

Au jour de la visite, les voiries d'accès extérieures au site ne présentent pas de trace de boue ou de dépôt de poussière. Une haie d'arbres a été plantée en limite de site du côté de la route.

Les opérations de criblage émettrices de poussières sont réalisées à l'abri d'un mur de blocs empilables (mur Lego).

Ainsi, des moyens appropriés sont mis en place pour contenir les envols de poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des valeurs limite d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2020, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limite d'émission des eaux résiduaires avant rejet au milieu marin

Prescription contrôlée :

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émissions aqueuses indiquées ci-après désignent des concentrations (masse de substances émise par volume d'eau) exprimée en µg/L ou en mg/L.

Sauf indication contraire, les périodes d'établissement des valeurs limites d'émissions correspondent à l'un des deux cas suivants :

1. En cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit prélevés sur 24 heures ;
2. En cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet. Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable. Toutes les valeurs limites d'émissions pour les émissions dans l'eau s'appliquent au point de sortie des effluents de l'installation.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu naturel (mer Méditerranée), les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit maximal : 50 m ³ /h soit 1200 m ³ /j		
Paramètres	Concentration moyenne Journalière mg/l ou µg/l	Flux maximal journalier kg/j
MES totales	60	72
COT	60	72
DBO5	30	36
Azote Global (NO ₂ + NO ₃ + NH ₄ + Azote organique)	25	30
Phosphore total	2	2,4
Hydrocarbures totaux	10	12
Arsenic	0,05	0,06
Plomb et ses composés	0,1	0,12
Cuivre et ses composés	0,5	0,6
Chrome et ses composés	0,15	0,18
Nickel et ses composés	0,5	0,6
Zinc et ses composés	1	1.2

Mercure	5 µg/l	6 µg/l
Cadmium	0,05	0,06
Métaux totaux (*)	15	18
Somme Al + Fe	5	6
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (16) ¹	0,05	0,06
Polychlorobiphenyles PCB (7) ²	0,05	0,06
Tributylétains (TBT), Dibutylétains (DBT) et Monobutylétains (MBT)	0,001	0,0012
(*) Les métaux totaux sont la somme des concentrations en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.		

1) Les 16 HAP concernés sont : le Fluoranthène, le Benzo (b) fluoranthène, le Benzo (k) fluoranthène, le Benzo (a) pyrène, l'Indéno (1,2,3 - cd) pyrène, le Benzo (g,h, i) pérylène, le Naphtalène, l'Acénaphthylène, l'Acénaphthène, le Fluorène, le Phénanthrène, l'Anthracène, le Pyrène, le Benzo (a) anthracène, le Chrysène, le Dibenzo (a, h) anthracène.

2) les 7 PCB congénères sont : 28 - 52 - 101 - 118 - 138 - 153 - 180.

Constats :

Un échantillonneur proportionnel au débit est en service lors de la visite, il permet de contrôler les concentrations de polluants dans les eaux résiduaires qui sont rejetées par bâchées à l'issue du traitement physico-chimique.

L'historique des résultats d'analyses mensuelles notamment sur les années 2024-25 témoigne de la conformité des rejets au milieu marin, pour l'ensemble des paramètres analysés.

Cependant l'exploitant doit compléter la présentation de ses résultats par le calcul des conformités en flux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : fréquence de surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/11/2020, article 9.2.3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, fréquence de surveillance des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Article 9.2.3.1.1. Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur n° 1 (cf repérage du rejet à l'article 4.3.5)

PARAMÈTRES	Auto-surveillance assurée par l'exploitant - type de prélèvement	Auto-surveillance assurée par l'exploitant - périodicité de la mesure
Débit	Mesure en continu avec enregistrement	
pH	Mesure en continu avec enregistrement	
Température	Mesure en continu avec enregistrement	
MEST	Mesure en continu avec enregistrement	

COT	Ponctuel (1)	mensuel ou, en cas de dépassement des seuils, mesurés en continu (cf. aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)
Azote global	Ponctuel (1)	mensuel ou, en cas de dépassement des seuils, mesurés en continu (cf. aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)
Phosphore Total	Ponctuel (1)	mensuel ou, en cas de dépassement des seuils, mesurés en continu (cf. aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)
Hydrocarbures totaux (HCT), Arsenic, Plomb, Cuivre, Chrome, Nickel, Zinc, Mercure, Cadmium, Fer, Aluminium	Ponctuel (1)	mensuel ou, en cas de dépassement des seuils, mesurés en continu (cf. aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)
HAP, PCB, TBT, DBT, MBT	Ponctuel (1)	mensuel ou, en cas de dépassement des seuils, mesurés en continu (cf. aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté)

(1) Pour l'application de cette périodicité, il est précisé :

- que la mesure journalière n'a pas lieu d'être réalisée les jours où il n'y a pas de rejet ;
- que, pour les week-ends ou les jours fériés, s'il y a des rejets, la mesure journalière s'entend comme une mesure réalisée sur un échantillon prélevé entre le dernier jour ouvré précédant ces périodes et le premier jour ouvré les suivant, ce qui correspond à une mesure réalisée sur un échantillon représentatif de plusieurs jours de rejets.

Constats :

L'exploitant a communiqué un historique clairement présenté qui démontre que la fréquence des analyses de surveillance est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite